

Caractéristiques institutionnelles des centres de gouvernement

Le centre de gouvernement, qui porte des appellations diverses selon les pays (chancellerie, *Cabinet Office*, *Office of the President*, *Presidencia*, Secrétariat général du Gouvernement, *White House Executive Office*, *Privy Council*, *Casa Civil*, etc.), est une structure administrative d'appui à l'exécutif. Il a pour principale mission de veiller à ce que ce dernier mette en œuvre des politiques cohérentes, stratégiques et fondées sur des données probantes. La structure d'un centre de gouvernement reflète un certain nombre d'exigences légales et constitutionnelles qui influent sur son architecture, mais aussi, d'un autre côté, une grande capacité d'adaptation aux besoins, aux préférences et à la personnalité du chef du gouvernement en place. Pour être efficace, le centre de gouvernement doit être suffisamment restreint pour réagir rapidement aux événements ; en prenant de l'ampleur, il risque de perdre en flexibilité et de devenir trop lourd. Dans le même temps, l'expérience récente semble montrer qu'un centre de gouvernement trop réduit dispose de capacités trop limitées, ce qui compromet son aptitude à prodiguer un appui et des conseils impartiaux et faisant autorité.

En 2011, l'effectif d'un centre de gouvernement dépassait rarement 1 000 fonctionnaires, sauf aux États-Unis et au Mexique, de même que dans de grands pays unitaires tels que la France (2 100), la Turquie (2 085), le Royaume-Uni (1 896), le Chili (1 665) et l'Italie (1 246). Dans neuf pays de l'OCDE, le centre de gouvernement employait moins de 200 personnes : la Suisse (192), la Belgique (160), la Slovaquie (153), la Suède (148), l'Estonie (103), les Pays-Bas (80), la Norvège (70), Israël (45) et l'Islande (34).

Les centres de gouvernement n'employaient qu'une faible part de l'effectif total de l'administration centrale. En 2011, ils disposaient en moyenne d'un employé pour 1 150 agents au sein de l'ensemble de l'administration centrale. Bien que faible, ce taux variait fortement selon les membres de l'OCDE. Des pays tels que le Chili, la Suisse et le Royaume-Uni disposaient de centres de gouvernement relativement importants (représentant respectivement 10.70 %, 5.94 % et 3.87 % des effectifs de l'administration centrale) alors que, dans d'autres pays tels que la Norvège et Israël, le centre de gouvernement employait moins de 0.30 % des effectifs de l'administration centrale.

Entre 2008 et 2012, les centres de gouvernement ont évolué sous l'effet de nouvelles orientations stratégiques. Ces ajustements se sont traduits, selon les cas, par des augmentations ou des diminutions de leurs ressources et de leur envergure. Pour renforcer l'efficacité d'un centre de gouvernement, il est parfois nécessaire d'en réduire les ressources financières et la taille. Ces dernières années, par exemple, les bureaux du gouvernement de l'Estonie et de l'Italie ont procédé au transfert ou à la suppression de postes. Par ailleurs, une nouvelle donne peut également occasionner des changements au sein du centre de gouvernement. La mise sur pied, en 2010, d'une équipe chargée de l'efficacité et de la réforme au sein du Bureau du Cabinet britannique offre un exemple de changement important au sein du centre de gouvernement consécutif à l'évolution du contexte économique. De la même manière, certains événements spécifiques tels que le tremblement de terre survenu en Nouvelle-Zélande ont incité à renforcer considérablement les capacités du centre, ce qui s'est traduit par une augmentation des budgets et des effectifs.

Méthodologie et définitions

Les données proviennent de l'enquête 2013 de l'OCDE sur l'organisation et les fonctions du centre de gouvernement (33 pays, dont 28 membres de l'OCDE et 5 non-membres, ont participé en plus de la Commission européenne). Les répondants étaient de hauts responsables qui appuyaient et conseillaient de manière directe le chef du gouvernement et le Conseil des ministres ou le Cabinet. Leurs réponses portaient sur la période 2008-12.

L'expression « centre de gouvernement » désigne la structure administrative qui est au service de l'exécutif (c'est-à-dire du Président ou du Premier ministre ainsi que du gouvernement dans son ensemble). Le centre de gouvernement connaît des appellations très diverses selon les pays : secrétariat général, secrétariat du Cabinet, chancellerie, bureau/ministère de la présidence, bureau du Conseil des ministres, etc. Dans de nombreux pays, le centre de gouvernement est composé de plusieurs unités aux fonctions diverses. Dans la quasi-totalité des cas, le centre de gouvernement comporte une unité exclusivement placée au service du chef du gouvernement, et non du centre de gouvernement dans son ensemble. Les appellations de cette unité sont elles aussi nombreuses : Cabinet du Premier ministre, secrétariat du Premier ministre, etc.

Pour en savoir plus

OCDE (2015), « Centre Stage: Driving Better Policies from the Centre of Government », *GOV/PGC/MPM(2014)3*, OCDE, Paris, [http://www2.oecd.org/oecdinfo/info.aspx?app=OLIScoteEN&Ref=GOV/PGC/MPM\(2014\)3](http://www2.oecd.org/oecdinfo/info.aspx?app=OLIScoteEN&Ref=GOV/PGC/MPM(2014)3).

Notes relatives aux graphiques

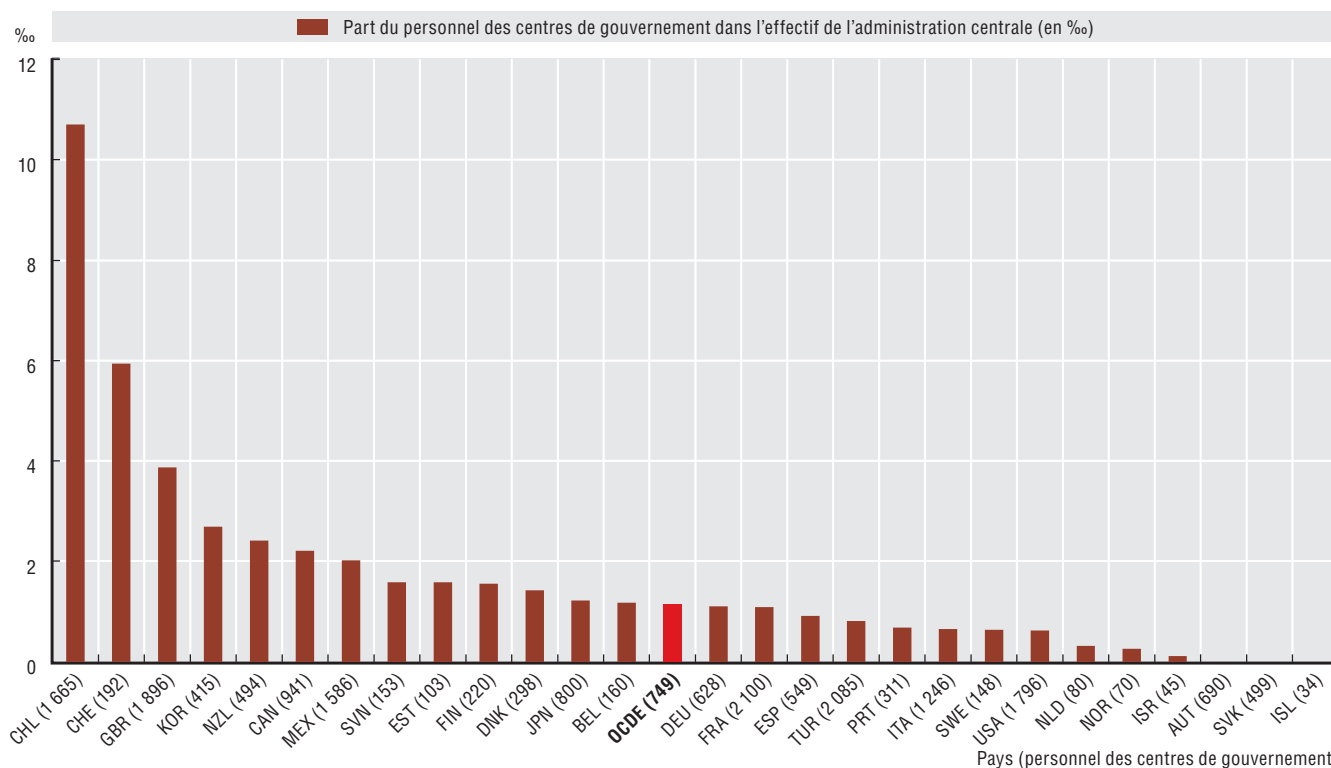
Les chiffres relatifs au Mexique sont extraits de INEGI (2014), *Ingreso y gasto público en México 2014*, Edición Sede, Aguascalientes.

4.1 : On ne dispose pas de données sur les effectifs du centre de gouvernement pour l'Australie, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, le Luxembourg, la Pologne et la République tchèque. L'Australie, l'Autriche, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, le Luxembourg, la Pologne, la République slovaque et la République tchèque ne sont pas pris en compte dans la moyenne OCDE. Les données relatives à l'emploi pour l'Allemagne, l'Irlande, Israël, la Norvège et la Suède portent sur 2010 et non 2011. Les chiffres relatifs aux effectifs pour la France sont des approximations.

4.2 et 4.3 : On ne dispose pas de données pour la Grèce, l'Irlande, le Luxembourg et la Pologne, la République tchèque. La catégorie « Autre » fait référence aux cas de figure où les effectifs et les budgets ont à la fois augmenté et baissé entre 2008 et 2012.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

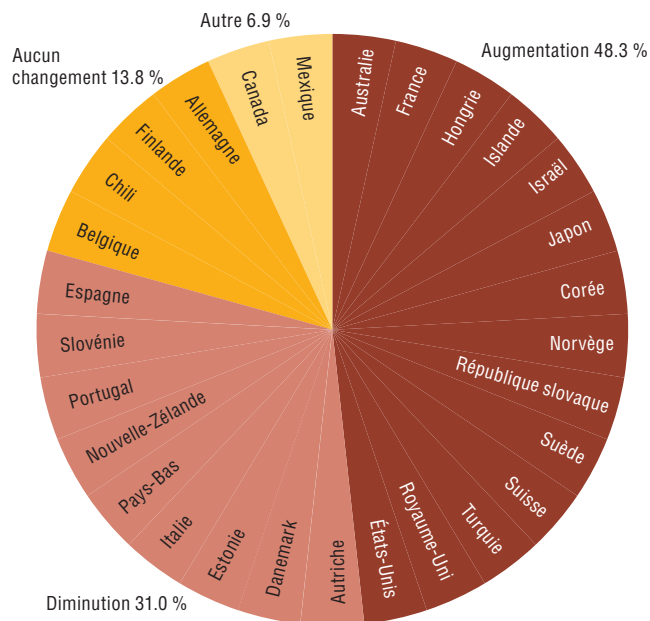
4.1. Effectifs des centres de gouvernement des pays de l'OCDE (2011)



Source : Enquête 2013 de l'OCDE sur l'organisation et les fonctions du centre de gouvernement.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933347442>

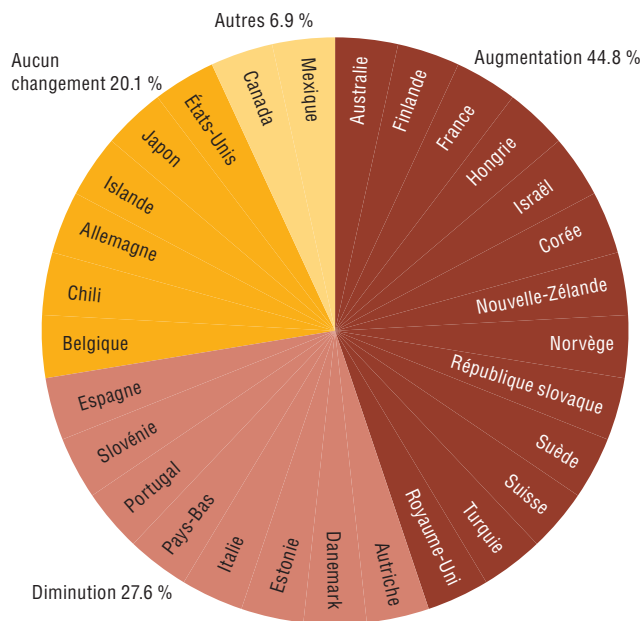
4.2. Évolution de l'emploi dans les centres de gouvernement (2008-12)



Source : Enquête 2013 de l'OCDE sur l'organisation et les fonctions du centre de gouvernement.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933347459>

4.3. Évolution du budget des centres de gouvernement (2008-12)



Source : Enquête 2013 de l'OCDE sur l'organisation et les fonctions du centre de gouvernement.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933347462>



Extrait de :
Government at a Glance 2015

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/gov_glance-2015-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2016), « Caractéristiques institutionnelles des centres de gouvernement », dans *Government at a Glance 2015*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/gov_glance-2015-25-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.